

## **Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Pour mai 2003**

Retrouvez chaque mois un indicateur de référence  
de la vie des entreprises de la capitale

Depuis janvier 2001, le greffe publie chaque mois un baromètre de l'activité économique et juridique des entreprises en activité dans Paris intra-muros. Au fil des mois, le baromètre s'enrichit de nouvelles informations et rubriques. Vous y trouverez désormais les sept indicateurs clés de l'économie de la capitale. Nouveau ! Le greffe propose ce mois-ci une étude sur la structure du tissu économique parisien. Vous y trouverez la répartition par arrondissement et par type d'activité des entreprises en activité et des entreprises créées en mai.

### **Les sept indicateurs clés de l'économie parisienne en mai 2003**

➤ <b>La création d'entreprises :</b>	- <b>12,78%</b>
➤ <b>Le stock des entreprises en activité</b>	- <b>0,14%</b>
➤ <b>Les investissements des entreprises</b>	- <b>4,28%</b>
➤ <b>L'endettement fiscal des entreprises</b>	- <b>17,78%</b>
➤ <b>L'endettement social des entreprises</b>	- <b>114,71%</b>
➤ <b>Les ouvertures de procédures collectives</b>	- <b>27,20%</b>
➤ <b>Les liquidations judiciaires</b>	- <b>34,19%</b>

### **La tendance du mois :**

***Baisse des créations d'entreprises - Baisse des investissements –  
Baisse des procédures collectives***

#### ➤ **Le commentaire de Pascal BEDER, greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :**

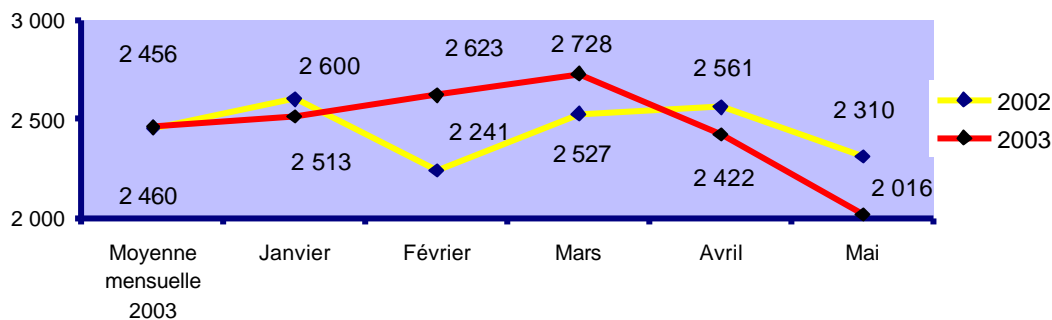
«Pour le second mois consécutif, la conjoncture économique de Paris intra-muros affiche un bilan assez morose. La création d'entreprises, qui avait fait preuve d'un bon dynamisme en début d'année 2003, a poursuivi son ralentissement en mai, probablement en raison d'un contexte économique mondial incertain.

Toujours en mai, les entrepreneurs parisiens ont sensiblement diminué leurs investissements, ainsi qu'en témoigne la baisse des transactions portant sur l'achat ou la vente de fonds de commerce à Paris et les prêts pris par les entrepreneurs pour les garantir (-4,3%).

Affectées par une conjoncture économique maussade, les entreprises rencontrent des difficultés à régler leurs cotisations sociales et fiscales obligatoires. Leur endettement social augmente de 114% et leur endettement fiscal de 17,78%. En ce qui concerne ce dernier poste, l'augmentation perdure depuis le début de l'année.

Dans ce tableau plutôt sombre, la baisse des jugements d'ouverture de procédures collectives constitue l'une des seules bonnes nouvelles du mois. 347 procédures seulement ont été ouvertes par le Tribunal de commerce en mai, soit -27,2% par rapport à mai 2002. 43% d'entre elles concernent de petites entreprises occupant moins de 10 salariés, créées en 2000. Ces jeunes entreprises n'ont pas véritablement réussi à s'implanter sur leur marché. Au total, 978 salariés sont directement touchés par les défaillances de mai, soit 37,4% de moins qu'en mai 2002. »

➤ **La création d'entreprises en baisse de 12,78% (par rapport à mai 2002)**

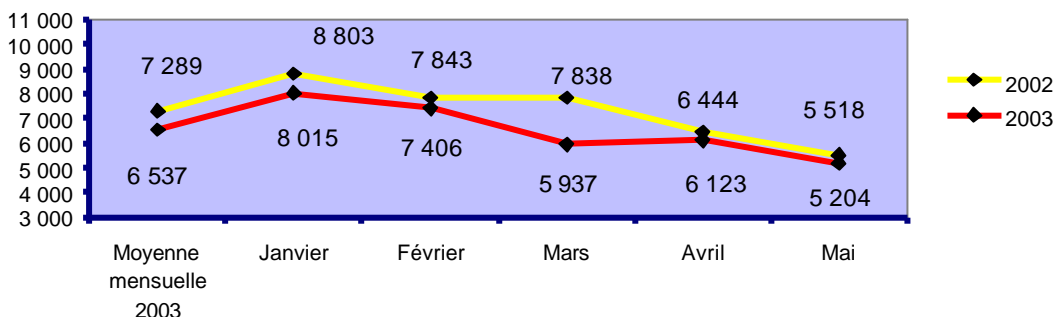


Pour le second mois consécutif, les immatriculations au Registre du commerce sont en baisse. 2 016 nouvelles entreprises se sont immatriculées en mai 2003, soit -12,78% par rapport à mai 2002, et -16,76% par rapport à avril 2003.

Toutes les formes d'entreprises sont touchées par la baisse du nombre d'immatriculations : commerçants (-15,87%), sociétés commerciales (15,98%) et sociétés civiles (19,80%). La moyenne mensuelle d'entreprises créées en 2003 reste néanmoins équivalente à celle de 2002.

Depuis le début de l'année 2003, 12 302 immatriculations d'entreprises ont été portées au Registre. Cela représente une augmentation de 0,51% par rapport à la même période de l'année précédente.

➤ **Inscriptions modificatives au Registre du commerce en baisse de 5,69% (par rapport à mai 2002)**

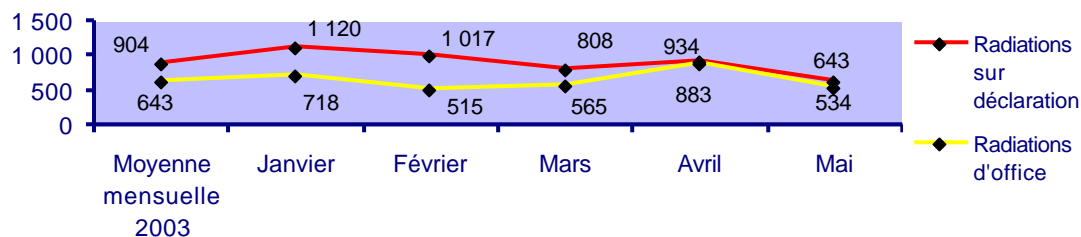


La tendance des inscriptions modificatives affiche une baisse pour le cinquième mois consécutif. 5 204 formalités ont été enregistrées en mai 2003, contre 5 518 en mai 2002, soit une baisse de 5,69%. Par rapport au mois d'avril 2003, la baisse constatée est de 15,01%.

Au total, 32 685 inscriptions modificatives ont été réalisées en 2003, contre 36 446 les cinq premiers mois de 2002, soit 10,32% de moins. L'an passé, le dynamisme des modifications trouvait sa source dans diverses obligations légales incombant aux dirigeants d'entreprises, telles que la conversion du capital social lors du passage à l'euro et les mises en conformité imposées par la Loi sur les Nouvelles Régulations Économiques.

*Rappel : les inscriptions modificatives sont révélatrices de l'évolution des entreprises. Elles concernent les changements qui interviennent dans les entreprises, telles que les augmentations de capital, les transformations de forme juridique, les changements de dirigeant, l'ajout d'un nom commercial ou d'une enseigne, le transfert de siège social, etc....*

➤ **Radiations d'entreprises sur déclaration du dirigeant : en baisse de 4,32% ; radiations d'office du Registre du commerce : en baisse de 34,24% (par rapport à mai 2002)**



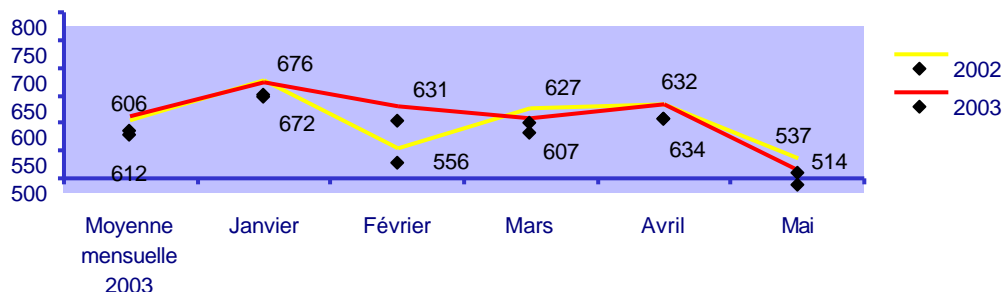
Ce mois-ci, 643 chefs d'entreprise ont demandé la radiation de leur entreprise. Cela constitue une baisse de 4,32% par rapport à mai 2002 et de 31,16% par rapport au mois précédent.

Les radiations d'office sont les entreprises radiées par le greffe. En mai 2003, elles s'élèvent à 534, soit 34,24% de moins qu'en mai 2002 et 39,52% de moins qu'en avril 2003. La baisse de mai provient essentiellement d'une diminution des clôtures pour insuffisance d'actifs (fin d'une procédure de liquidation judiciaire), et d'une baisse des transferts d'entreprises dans une autre juridiction.

Au total, 7 737 radiations ont été enregistrées depuis le début de l'année 2003. En 2002, pour la même période, 8 584 radiations avaient été inscrites, soit une baisse de 9,87%.

*A noter : Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commissaire à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux ...*

➤ **Investissements des entreprises ou crédits bancaires en baisse de 4,28% (par rapport à mai 2002)**



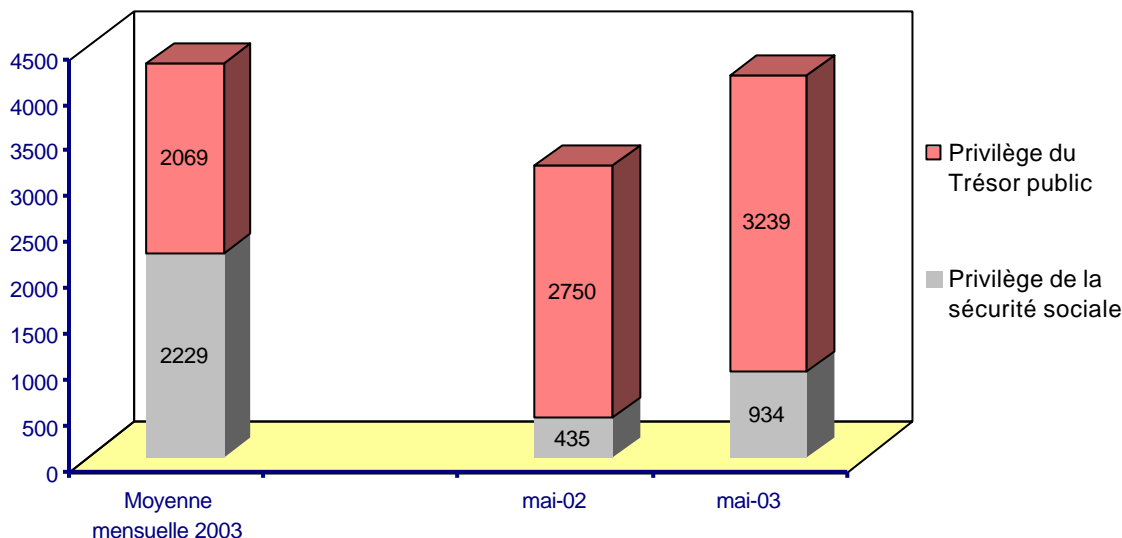
Les inscriptions de nantissements inscrivent une baisse de 4,28% par rapport à mai 2002, et de 18,93% par rapport à avril 2003.

En mai, les transactions portant sur l'achat ou la vente de fonds de commerce, ainsi les prêts pris par les entrepreneurs auprès des banques pour les garantir ont été moins nombreux que les mois précédents.

Sur les cinq premiers mois de l'année, ce poste inscrit néanmoins une très légère augmentation par rapport à la même période de 2002 (+0,99%).

*A noter : Les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage reflètent les investissements réalisés par les entreprises par le truchement de prêts bancaires en matière de biens d'équipement et de cessions de fonds de commerce.*

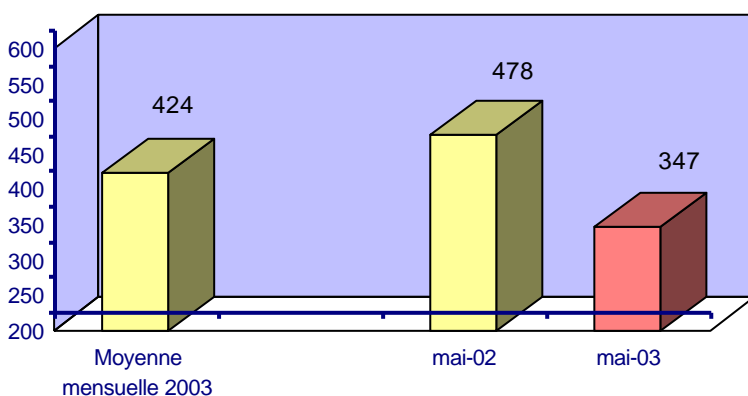
- **Endettement fiscal : en hausse de 17,78% ; Endettement social : en hausse de 114,71% (par rapport à mai 2002)**



- Pour le 5<sup>ème</sup> mois consécutif, les inscriptions de **privilèges du Trésor public** s'inscrivent en hausse : +17,78% par rapport à mai 2002. En valeur, les sommes conservées par le greffe totalisent un montant cumulé de 492 789 000 euros, soit 152 150 € en moyenne par inscription (en hausse de 4,5% par rapport à avril 2003).
- La tendance à la baisse observée depuis plusieurs mois pour les inscriptions de **privilèges de la sécurité sociale** s'est inversée en mai. Ce poste subit une hausse de 114,71% par rapport à mai 2002. En valeur, Le montant des sommes conservées par le greffe s'élève à 8 175 967 €, soit 8 750 € en moyenne par inscription (+ 3,5% par rapport à avril 2003).

A noter : Les inscriptions de privilèges de la sécurité sociale et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

- **Jugements d'ouverture de procédures collectives prononcés en mai 2003 (baisse de 27,20% par rapport à mai 2002)**



En mai 2003, le Tribunal de commerce a prononcé 347 ouvertures de redressement ou de liquidation judiciaire, soit une baisse de 27,20% par rapport à mai 2002, mais une hausse de 9,81% par rapport à avril 2003. Au titre des 5 premiers mois de l'année, 2 120 procédures ont été ouvertes, soit +3,36% par rapport à la même période en 2002.

- **Profil des entreprises faisant l'objet d'un jugement d'ouverture en mai**

43% des ouvertures concernent de jeunes entreprises justifiant de 3 ans d'exploitation en moyenne. Elles ont déclaré un passif cumulé de 19.719.000 € et employaient 261 salariés.

14% des ouvertures de procédures collectives concernent des entreprises ayant fait leurs preuves (20 et 50 ans d'existence). Elles employaient 320 salariés et ont déclaré un passif cumulé de de 23.500.000 €

14% des ouvertures concernent des entreprises d'une dizaine d'années d'existence ayant déclaré un passif de 73 000 000 €. Elles employaient 397 salariés.

80% des entreprises défaillantes sont de petites entreprises qui occupaient moins de 10 salariés.

194 entrepreneurs se sont rendus au greffe en mai pour y déposer leur déclaration de cessation des paiements, soit 2,44% de plus qu'en mai 2002. Le Tribunal de commerce de Paris rendra un jugement d'ouverture de procédure collective à l'égard de ces entreprises dans les prochaines semaines.

→ ***Le passif cumulé global déclaré au greffe en hausse de 17,04% (par rapport à mai 2002)***

Le passif cumulé déclaré au greffe par les entreprises défaillantes est de 116 327 400 €, soit 17,04% de plus qu'en mai 2003. Le passif moyen par entreprise s'élève à 335 237 €, soit une hausse de 61,22% en comparaison avec mai 2002. L'ouverture de deux procédures collectives à l'encontre d'entreprises fortement endettées en mai dernier a eu pour conséquence d'accroître le montant du passif moyen.

En revanche, le passif total déclaré au greffe en 2003 subit une baisse de 22,87% par rapport à la même période en 2002.

→ ***978 salariés directement concernés par les défaillances, soit une baisse de 37,35%***

En mai 2003, 978 salariés ont été touchés par le redressement ou la liquidation judiciaire de leur entreprise, soit 37,35% de moins qu'en mai 2002. Les secteurs d'activité les plus concernés sont ceux de l'industrie hors agro-alimentaire (352 personnes), le commerce (217 personnes), l'immobilier et les services (183 personnes).

➤ **La Prévention des difficultés des entreprises**

En mai 2003, 199 chefs d'entreprise ont été entendus par les juges de la Prévention, contre 125 en mai 2002, soit +116%. Ces entretiens visent à faire un bilan de la situation de l'entreprise et à épauler les dirigeants d'entreprises dans leur recherche de solution pour maintenir l'activité, notamment en les orientant vers des professionnels susceptibles de les aider. Au total, 948 entretiens ont été assurés par les juges en 2003.

Toujours en mai, le service de la prévention du greffe a détecté 187 nouvelles entreprises potentiellement en difficulté, dont les dirigeants seront prochainement reçus par les juges de la Prévention.

## Répartition du stock des entreprises en activité

295 220 entreprises en activité dans Paris intra-muros au 31 mai 2003.

- Les 8<sup>ème</sup>, 16<sup>ème</sup>, 17<sup>ème</sup>, 15<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> arrondissements regroupent 42,5% des entreprises en activité dans Paris intra-muros.
- Les 8<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> arrondissements demeurent des adresses prestigieuses pour les entreprises : 22% de l'ensemble des entreprises parisiennes y sont implantées.
- 42% des entreprises parisiennes exercent leur activité dans le domaine de l'immobilier, de la location et des services aux entreprises, qui est le secteur d'activité le plus représenté dans Paris. Le commerce, les réparations automobiles et d'articles domestiques viennent en 2<sup>ème</sup> position : ce secteur occupe 16% des entreprises.

### ➤ Répartition des entreprises parisiennes par arrondissement (1)

1er	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème	7ème	8ème	9ème	10ème
10 209	13 734	8 109	5 295	6 975	7 710	8 658	40 224	17 428	18 233

11ème	12ème	13ème	14ème	15ème	16ème	17ème	18ème	19ème	20ème
19 146	13 735	9 299	9 644	19 172	24 809	21 911	14 045	9 680	12 820

### ➤ Répartition des entreprises parisiennes par type d'activité (1)

A	Agriculture, chasse, sylviculture	655
B	Pêche, aquaculture, services annexes	9
C	Industries extractives	69
D	Industrie manufacturière	18 224
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	74
F	Construction	13 087
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	47 205
H	Hôtels et restaurants	18 387
I	Transports et communications	4 972
J	Activités financières	10 499
K	Immobilier, location et services aux entreprises	126 307
L	Administration publique	9
M	Education	1 829
N	Santé et action sociale	1 400
O	Services collectifs, sociaux et personnels	12 339
P	Activités des ménages	1
Q	Activités extra-territoriales	1
	Sans activité déclarée	35 769

Total	290 836
-------	---------

➤ Répartition des entreprises parisiennes en activité par arrondissement et par activité

	1er	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème	7ème	8ème	9ème	10ème
A Agriculture, chasse, sylviculture	33	39	11	12	14	10	52	83	42	27
B Pêche, aquaculture, services annexes	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
C Industries extractives	1	0	1	5	0	1	1	20	1	0
D Industrie manufacturière	518	1 646	1 026	312	399	476	386	1 455	977	2 023
E Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1	1	2	1	2	0	5	26	4	0
F Construction	205	406	152	63	140	71	100	706	513	2 015
G Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	1 779	2 507	1 942	1 144	1 079	1 651	1 189	4 100	2 405	3 830
H Hôtels et restaurants	799	643	413	535	940	693	455	1 219	1 319	1 269
I Transports et communications	150	159	80	41	115	49	74	601	326	288
J Activités financières	406	761	112	106	125	178	301	3 633	1 102	225
K Immobilier, location et services aux entreprises	4 410	5 223	2 908	2 132	2 929	3 355	4 989	21 919	7 223	5 245
L Administration publique	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0
M Education	54	76	58	30	52	53	43	277	159	105
N Santé et action sociale	23	21	29	20	46	45	43	241	77	37
O Services collectifs, sociaux et personnels	408	446	334	225	297	295	286	1 514	727	738
P Activités des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Q Activités extra-territoriales	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
Sans activité déclarée (2)	1 422	1 806	1 041	669	837	833	732	4 428	2 552	2 431
<b>Total</b>	<b>10 209</b>	<b>13 734</b>	<b>8 109</b>	<b>5 295</b>	<b>6 975</b>	<b>7 710</b>	<b>8 658</b>	<b>40 224</b>	<b>17 428</b>	<b>18 233</b>

	11ème	12ème	13ème	14ème	15ème	16ème	17ème	18ème	19ème	20ème
A Agriculture, chasse, sylviculture	19	18	9	14	60	130	34	13	12	23
B Pêche, aquaculture, services annexes	0	0	0	0	5	3	0	0	0	0
C Industries extractives	2	1	2	9	7	15	3	0	0	0
D Industrie manufacturière	1 882	758	552	563	839	782	981	919	671	1 059
E Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	2	3	2	2	4	12	3	1	1	2
F Construction	1 273	1 262	478	519	586	393	860	911	714	1 720
G Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	3 635	2 319	1 592	1 556	2 866	2 655	2 926	3 261	1 972	2 797
H Hôtels et restaurants	1 494	871	762	785	1 231	703	1 250	1 446	752	808
I Transports et communications	381	330	237	164	290	215	403	377	277	415
J Activités financières	240	292	144	172	640	1 079	662	139	89	93
K Immobilier, location et services aux entreprises	6 306	5 034	3 761	4 078	9 278	15 262	11 072	4 076	3 443	3 664
L Administration publique	0	2	0	0	3	0	1	0	0	0
M Education	123	88	69	68	138	128	119	63	67	59
N Santé et action sociale	73	65	84	91	102	142	110	42	55	54
O Services collectifs, sociaux et personnels	894	544	452	509	966	1 016	1 014	753	415	506
P Activités des ménages	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Q Activités extra-territoriales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sans activité déclarée (2)	2 822	2 148	1 155	1 114	2 157	2 273	2 473	2 044	1 212	1 620
<b>Total</b>	<b>19 146</b>	<b>13 735</b>	<b>9 299</b>	<b>9 644</b>	<b>19 172</b>	<b>24 809</b>	<b>21 911</b>	<b>14 045</b>	<b>9 680</b>	<b>12 820</b>

(1) 4 384 entreprises ont un établissement principal à Paris, mais leur siège social est immatriculé dans une autre juridiction.

(2) Activité en attente d'attribution ou non déclarée.

## Répartition des entreprises parisiennes créées en mai 2003 par arrondissement et par type d'activité

2 016 entreprises nouvelles ont été créées à Paris en mai.

### ➤ *Les tendances :*

- 12,3% des entreprises créées en mai sont implantées dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement. Viennent ensuite le 17<sup>ème</sup> arrondissement, avec 8,3% des créations et le 16<sup>ème</sup>, avec 6,7% des immatriculations.
- En termes d'activité, 39% des nouvelles entreprises de mai exercent dans le domaine de l'immobilier, la location et les services aux entreprises. Le second secteur d'activité le plus représenté est le commerce, soit 17,5% des entreprises.

### ➤ *Répartition des créations d'entreprises par arrondissements (1)*

1er	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème	7ème	8ème	9ème	10ème
50	67	44	23	47	44	41	248	84	152

11ème	12ème	13ème	14ème	15ème	16ème	17ème	18ème	19ème	20ème
143	81	70	81	131	139	168	114	68	133

### ➤ *Répartition des créations d'entreprises par type d'activité (1)*

A	Agriculture, chasse, sylviculture	4
B	Pêche, aquaculture, services annexes	0
C	Industries extractives	4
D	Industrie manufacturière	105
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	8
F	Construction	162
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	352
H	Hôtels et restaurants	145
I	Transports et communications	30
J	Activités financières	37
K	Immobilier, location et services aux entreprises	790
L	Administration publique	0
M	Education	4
N	Santé et action sociale	13
O	Services collectifs, sociaux et personnels	68
P	Activités des ménages	0
Q	Activités extra-territoriales	0
	Sans activité déclarée	206

➤ Répartition des créations par arrondissements et par type d'activité exercée (1)

		1er	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème	7ème	8ème	9ème	10ème
A	Agriculture, chasse, sylviculture	1	0	0	0	2	0	0	0	0	1
B	Pêche, aquaculture, services annexes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C	Industries extractives	0	0	0	0	0	0	0	1	3	0
D	Industrie manufacturière	3	14	4	3	3	2	1	10	0	14
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
F	Construction	3	1	4	0	0	1	1	6	6	37
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	8	16	17	3	6	5	7	27	16	31
H	Hôtels et restaurants	3	4	3	2	7	7	3	5	6	10
I	Transports et communications	0	3	0	0	2	2	0	5	2	3
J	Activités financières	1	0	0	0	0	0	2	15	3	0
K	Immobilier, location et services aux entreprises	20	18	10	9	24	22	20	146	40	33
L	Administration publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
M	Education	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
N	Santé et action sociale	0	0	0	0	0	0	0	1	0	6
O	Services collectifs, sociaux et personnels	4	3	2	0	3	0	3	11	0	0
P	Activités des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Q	Activités extra-territoriales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sans activité déclarée (2)	7	8	4	6	2	5	4	19	8	17
	<b>Total</b>	<b>50</b>	<b>67</b>	<b>44</b>	<b>23</b>	<b>47</b>	<b>44</b>	<b>41</b>	<b>248</b>	<b>84</b>	<b>152</b>

		11ème	12ème	13ème	14ème	15ème	16ème	17ème	18ème	19ème	20ème
A	Agriculture, chasse, sylviculture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B	Pêche, aquaculture, services annexes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C	Industries extractives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
D	Industrie manufacturière	14	4	5	2	7	3	5	6	2	4
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0	0	1	7	0	0	0	0	0	0
F	Construction	10	8	3	0	10	6	13	11	9	33
G	Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	26	16	15	17	25	23	17	32	16	29
H	Hôtels et restaurants	8	9	6	7	11	2	14	17	10	11
I	Transports et communications	0	1	1	1	3	2	2	2	0	1
J	Activités financières	2	0	0	0	2	7	5	0	0	0
K	Immobilier, location et services aux entreprises	49	27	20	39	60	78	84	31	21	40
L	Administration publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
M	Education	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0
N	Santé et action sociale	1	3	2	0	0	0	0	0	0	0
O	Services collectifs, sociaux et personnels	7	4	6	0	4	2	11	2	4	2
P	Activités des ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Q	Activités extra-territoriales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sans activité déclarée (2)	26	9	11	8	9	16	17	13	4	13
	<b>Total</b>	<b>143</b>	<b>81</b>	<b>70</b>	<b>81</b>	<b>131</b>	<b>139</b>	<b>168</b>	<b>114</b>	<b>68</b>	<b>133</b>

(1) 88 entreprises ont ouvert un établissement principal à Paris, avec un siège social immatriculé dans une autre juridiction.

(2) Activité en attente d'attribution ou non déclarée.

